

>> Agriculture et Culture

Jean-François Ayats, actuellement directeur-adjoint du CEZ de Rambouillet, a été le Chef du Bureau du développement et de l'animation rurale au sein du Ministère de l'Agriculture et son ardent animateur de 1990 à 1995. Ce service a permis la réalisation d'un grand nombre d'actions culturelles en milieu rural et la création du réseau d'action culturelle nationale.

Jean-François AYATS

Début des années quatre vingt dix. On ne parle plus de "paysans" mais d'exploitants agricoles, le terme de jardinier de l'espace est pris pour une insulte. Ceux qui pratiquent une agriculture "multifonctionnelle" ne s'en vantent surtout pas. C'est une époque sérieuse : compétitivité, productivité, intensification, spécialisation....

Les trente glorieuses s'éloignent dans le passé ainsi que l'âge d'or de la "révolution verte" qui débuta dans les années soixante. Mais les modèles du développement agricole hérités de cette période, semblent immuables.

Pourtant en ce début des années quatre vingt dix, bien des choses commencent à bouger qui vont peu à peu changer la donne. Dans la mouvance du développement local naissent de nouveaux projets, de nouvelles dynamiques qui interpellent l'agriculture. Le regard que porte la société française sur son agriculture évolue, que ce soit celui des urbains ou celui des ruraux, parmi lesquels les agriculteurs apprennent à être minoritaires. Les attentes de la société sont diverses et peuvent sembler contradictoires : d'une part un regain d'intérêt, d'autre part, une certaine inquiétude. Le regain d'intérêt se traduit par une nouvelle attirance vers les campagnes (essor du tourisme vert, accroissement de la population de certaines zones rurales, succès des produits de terroirs). L'inquiétude, quant à elle, porte sur les effets de certaines pollutions d'origine agricole et sur la qualité de certains produits.

Début des années quatre vingt dix, l'Europe s'interroge sur ses excédents, le consommateur sur la qualité de l'eau, le doute s'infiltrer doucement mais sûrement dans le discours productiviste. Le monde agricole - et donc l'enseignement agricole - ne pourra plus longtemps éviter de répondre à la question posée : s'il faut soutenir l'agriculture, quelle agriculture, pour produire quoi et comment ?

Repenser l'agriculture et refonder son contrat avec la société posent des problèmes économiques, et techniques, mais, dans un premier temps, posent surtout des problèmes culturels.

Pendant toute la période faste qui a précédé, le monde agricole, (les agriculteurs mais aussi les techniciens, les formateurs et les chercheurs), a fonctionné comme un monde clos. Un bloc de certitudes qui marginalisait sans ménagement ceux qui tentaient d'introduire le doute. D'où sa difficulté à comprendre et encore plus à accepter toute remise en cause. Les blocages qui se manifestent devant tout changement des règles du jeu ont, bien sûr, des raisons économiques mais interviennent avec autant de force des motifs d'ordre culturels : problèmes liés au regard porté, par soi-même et par les autres, sur son identité et sur son utilité sociale.

Dire que l'enseignement agricole est concerné par ces questions est un euphémisme, il est totalement impliqué. Il aide à construire et diffuser les représentations, les valeurs et les modèles ; il n'est ni neutre ni extérieur quand il s'agit de faire évoluer l'agriculture.

Ceux qui, autour d'Edgar PISANI ont construit l'Enseignement Agricole dans les années 60, pour accompagner l'agriculture dans une phase de profonds changements ont parfaitement intégré cette dimension culturelle. Cela les a, en particulier, conduits à créer l'enseignement socioculturel, ce qui ne fut pas le moindre de leurs mérites.

En ce début des années 90, s'ébauche la perspective d'évolutions aussi inévitables que délicates. L'importance de cette composante de l'enseignement agricole se réaffirme alors comme outil privilégié de l'ouverture à la société, comme appui au changement et à l'innovation, comme ferment d'une reconstruction des représentations et des identités.

Dans ce contexte, il était nécessaire de donner aux enseignants socioculturels de nouveaux cadres d'échanges et de débats, et ce fut une des principales raisons de l'émergence d'un travail en réseau tant au plan régional que national.

La création de ces réseaux fut facilitée par la convention culture-agriculture. Au plan national elle a permis de dégager les moyens d'organiser des temps de rencontres et de formation. Elle a permis aussi la création de "Champs Culturels".

Le Développement d'un travail national en réseau a pu susciter des réserves dans une période où la régionalisation se renforçait rapidement. Pourtant, même si cela peut sembler paradoxal, cette montée de la régionalisation rendait, elle aussi, nécessaire la construction de réseaux nationaux.

La réflexion et la créativité de chacun ne peut que s'enrichir des échanges et des confrontations qui dépassent les cloisonnements administratifs.

En cette fin des années 90, les évolutions perceptibles il y a dix ans s'imposent peu à peu à tous. La multifonctionnalité est au centre de la nouvelle loi d'orientation de l'agriculture. Un nouveau contrat peut s'ébaucher entre la société et son agriculture. Bien des résistances perdurent mais l'agriculture peut reprendre sa place dans une vision globale du développement des territoires dont la dimension culturelle et esthétique est moins contestée que par le passé.

Le devenir de l'agriculture peut redevenir un enjeu de la qualité de la vie et de l'environnement.

Simultanément, l'efficacité et la richesse du travail en réseau sont de plus en plus reconnues et celui-ci n'est plus aussi suspecté d'être une tentative de subversion des bonnes mœurs administratives. Tant mieux, il reste encore beaucoup à faire pour réussir les mutations en cours.

Jean-François AYATS
Directeur-adjoint de la Bergerie Nationale (CEZ de Rambouillet)